

Cet ex-président, avec tout l'argent qu'il a dépensé, n'a réuni que quatre ou cinq cents hommes qui n'étaient pas armés, et quatre cents chevaux sur lesquels on a été obligé d'en réformer plus de trois cents; en revanche, il avait une musique nombreuse qui lui coûtait des sommes folles.

A cette armée régulière dont l'effectif s'élève à peu près à dix mille hommes, il faut ajouter les bandes de Lozada et autres que nous payons, mais que l'on ne voit jamais : il serait impossible de les réunir pour les porter d'un point à un autre.

Voilà toute la force armée que va trouver Maximilien; il est clair qu'il ne s'en contentera pas, et qu'il exigera une armée européenne d'au moins vingt mille hommes, et cela pour longtemps.

S'il est vrai, comme on le dit, qu'il amène six mille Autrichiens et deux mille Belges, il ne nous resterait à fournir que douze mille hommes. En supposant que l'on puisse, comme on le voulait, porter à six mille hommes notre légion étrangère, nous n'aurions donc à laisser qu'une brigade comme corps d'occupation, et le reste de l'armée pourrait rentrer à la fin de l'année.

Cette combinaison me paraîtrait fort raisonnable, et je ne crois pas que Maximilien pousse plus loin ses prétentions.

D'un autre côté, par suite des complications qui se produisent en Europe, et qui, d'un instant à l'autre, peuvent prendre une certaine gravité, l'empereur doit avoir un vif désir de nous faire rentrer le plus tôt possible; aussi je crois fermement à notre prochain retour.

Rappelez-moi, je vous prie, Madame, au souvenir des amis du dimanche, et agréez, pour vous et pour M. Cornu, l'assurance de ma gratitude et de mon sincère et respectueux attachement.

H. LOZILLON.

L

Guadalajara, le 10 juillet 1864.

MES CHERS PARENTS,

Dans ma dernière lettre, je crois vous avoir dit qu'Uruga, au moment où nous attendions sa soumission, avait été obligé de prendre la fuite, et de laisser le commandement de son armée à un autre général nommé Etchegaray. Ce dernier, qui empêche ses soldats de voler et qui, pour cela, est détesté par eux, a des penchants très prononcés pour l'intervention, mais il redoute l'influence d'un troisième général, Arteaga, qui s'était séparé d'Uruga, et l'avait forcé à gagner le large.

Sachant cela, nous nous étions rapprochés d'Etchegaray pour lui donner confiance et le mettre à même de nous appeler à lui, afin de marcher sur Arteaga qui, en ce moment, se tient prudemment dans la montagne.

Au bout de cinq jours, voyant qu'Etehegaray, indécis et poltron comme tous les Mexicains, qui craignent toujours de se compromettre, ne nous faisait pas la moindre ouverture, nous nous sommes retirés. Aussitôt après notre départ, Arteaga est descendu dans la plaine, se faisant précéder par une proclamation dans laquelle il s'intitulait général en chef, et déclarait Uraga traître à la patrie. Il ajoutait que « dans quatre mois il veut avoir délivré son pays des baionnettes étrangères, ou périr au milieu de flots de sang qui épouvanteraient les spectateurs... »

A cet effet, il décrète que tout citoyen en état de porter les armes est soldat, et que la fortune de tous est, dès ce moment, la caisse de l'armée.

C'est vraiment pitié de voir de pareilles fanfaronnades, surtout quand on sait que cet Arteaga ne fait tout ce bruit que pour pouvoir voler tout à son aise, et marcher sur les traces d'Uraga qui, avant sa fuite, a déposé deux cent mille piastres chez les négociants allemands de Colima.

Arteaga a déjà réduit à la misère la plus complète tous les habitants de la belle et riche vallée de Colima, qui n'est qu'à quinze ou seize lieues de Guadalajara.

Je trouve qu'il y a peu de gloire pour nous et peu de profit pour la cause que nous défendons, à laisser commettre de pareilles exactions, surtout lorsqu'il nous serait si facile de les empêcher.

Mais ce n'est pas l'avis de celui qui nous commande.

D'autre part, Juarez qui avait mis Vidaurri à la

porte de son Etat de Nuevo Leon, a été, à ce qu'il paraît, obligé de quitter à son tour cet Etat en présence des dispositions hostiles des populations à son égard.

Il se serait retiré dans le Chihuahua, au nord-ouest du Mexique, où il organiserait une nouvelle armée avec du matériel qu'il reçoit des Etats-Unis.

Par contre, nous nous sommes rendus maîtres, sans coup férir, du port d'Acapulco. Pour la campagne prochaine, il ne nous restera à soumettre que le Oajaca et le Guerrero qui sont tout près, au sud de Mexico, ce qui sera l'affaire d'un moment.

Mais au nord, il nous restera également à soumettre le Durango et le Chihuahua; ce dernier Etat surtout est très loin, et il est très difficile d'y aller à cause du manque d'eau.

Pendant que tous ces événements se succèdent, Maximilien ne donne pas signe de vie. Il est retiré à Chapultepec, où il travaille dix heures par jour.

Cette abstention, jointe à la fermeté qu'il a montrée en renvoyant deux ministres qui n'avaient pas exécuté ses ordres, et en forçant le clergé à se tenir tranquille, donne les meilleures espérances. Il est clair qu'il étudie la position et qu'il veut bien la connaître avant d'agir.

Néanmoins, il faut toujours s'attendre à le voir se heurter contre des difficultés immenses pour l'organisation de l'armée et de l'administration du pays; au Mexique, il n'y a ni un homme d'Etat, ni un honnête homme. Tous ceux qui ont un nom un peu connu sont des ignares et des voleurs.

D'après cela, vous devez comprendre que le

retour de l'armée est encore problématique, et qu'il y aurait au moins présomption à fixer une époque. Cependant on va faire rentrer l'ancien corps Lorencez, ou plutôt les cadres, car par suite des pertes et des libérations, tous les effectifs sont très réduits. Mais, je vous le répète, je ferai tous mes efforts, et j'espère réussir, pour être en France au mois de mars. J'ai besoin de vous revoir.

Je vous embrasse comme je vous aime. Amitiés à tous.

H. L.

LI

Guadalajara, le 27 juillet 1864.

Depuis ma dernière lettre, il n'y a pas eu d'événement un peu marquant. Nous sommes dans une période de *statu quo*.

L'arrivée de l'empereur n'a pas provoqué les adhésions qu'on espérait.

Je vous ai raconté les tergiversations d'Uruga, sa fuite et son irrésolution sur le parti qu'il lui restait à prendre.

Après avoir erré dans la sierra d'Uruapan avec la petite bande qui lui servait d'escorte, il s'est décidé à faire sa soumission.

Il a écrit à l'empereur qu'il désirait se retirer des affaires politiques pour rentrer dans la vie privée, et lui demandait l'autorisation de résider à Léon.

On dit que l'empereur l'a appelé à Mexico, et a chargé Marquez de l'amener dans la capitale en lui rendant tous les honneurs dus à son rang.

Cette détermination de l'empereur, si elle est vraie, car nous n'en avons pas encore la certitude, a évidemment pour but de prouver au pays qu'il ne veut pas plus s'appuyer sur un parti que sur l'autre.

L'ancienne armée d'Uruga, qui était restée vis-à-vis de nous, et qui était partagée en deux camps, l'un reconnaissant Etchegaray pour chef et disposé à l'adhésion; l'autre suivant Arteaga qui veut pousser la guerre à outrance, s'est réunie sous le commandement d'Arteaga.

Celui-ci commet les plus grandes exactions au nom de la liberté du pays. Malgré toutes ses belles protestations de mourir pour la liberté, il s'est retiré prudemment dans la montagne avec toute son armée, devant une compagnie de notre infanterie qui a été s'installer tranquillement à Santa Anna, village qui était occupé par son avant-garde.

C'est dans ce petit village que s'est passé, il y a une quinzaine de jours, un petit drame bien fait pour donner une idée des mœurs du pays.

Il y avait, dans ce village, un prêtre qui est mort, il y a quelques années, sans laisser de testament, ou plutôt dont on avait fait disparaître le testament.

Ce prêtre était propriétaire d'un moulin. Un chef de voleurs, nommé Roschin, se déclare l'héritier du moulin, et s'en empare sans autre forme de procès.

Lors de ma dernière sortie, j'ai appris que le bruit a couru de la mort de Roschin.

Un autre chef de voleurs, Ingapié, a profité de ce bruit pour se déclarer l'héritier de Roschin et prendre possession du moulin.

Mais lorsque la nouvelle de la mort de ce dernier a été démentie, Ingapié n'en a pas moins persisté à garder le moulin, disant que Roschin ne pouvait vivre longtemps.

Pendant que tout ceci se passait, nous étions à Santa Cruz, et nous allions souvent faire des reconnaissances à Santa Anna, où Roschin n'osait se montrer; Ingapié, par contre, y était presque toujours et y faisait le service d'éclaireur de l'armée libérale.

Un matin, à la pointe du jour, nous l'avons presque surpris volant des cochons sur la grande route. Je me suis mis à sa poursuite avec quatre ou cinq cavaliers des mieux montés, mais il avait trop d'avance sur nous, et il nous a échappé dans la montagne où nous avons perdu sa trace.

Lorsque nous nous sommes retirés de Santa Cruz pour rentrer à Guadalajara, Ingapié, débarrassé des craintes que lui inspirait notre proximité, menait bonne vie à Santa Anna et donnait des bals. Un soir, vers minuit, quand tout le monde était bien en train de danser, Roschin, avec son adjudant et quatre hommes, entre à cheval dans la salle du bal; il rassure les señoritas, et proteste qu'il ne veut pas les déranger dans leur plaisir, qu'il vient seulement pour tuer un voleur, et qu'après cela il se retirera.

En effet, il marche sur Ingapié et lui tire deux coups de pistolet qui tous deux ratent. Alors son

adjudant s'approche et décharge son fusil sur Ingapié qui tombe, la balle ayant traversé la poitrine. On lui donne encore quelques coups de crosse et de baïonnette; après quoi Roschin se retire tranquillement au milieu de la foule, qui avait regardé cet assassinat sans faire la moindre tentative pour l'empêcher.

Cependant Ingapié qui n'était pas tout à fait mort, et qui craignait le retour de Roschin, qui cette fois l'aurait achevé, a fait prévenir les Français, priant qu'on vint le chercher.

On l'a en effet transporté à notre hôpital de Guadalajara, où il est mort au bout de trois jours, nous évitant ainsi la corvée de le fusiller.

Malgré toute l'énergie que déploient nos cours martiales, nous sommes impuissants à arrêter le brigandage.

Cet état de choses a décidé Maximilien à les maintenir, bien qu'il eût eu d'abord l'intention de les supprimer. Seulement, depuis le 1<sup>er</sup> du mois, ces cours martiales rendent leurs jugements au nom de Maximilien, au lieu de Napoléon.

On vient, par malheur, d'apporter une restriction fâcheuse à ce mode de rendre la justice : quand la cour aura condamné à mort des bandits, on ne pourra les exécuter qu'après que l'empereur aura pris connaissance des dossiers, et donné lui-même l'ordre d'exécution. C'est un retard qui ne peut que diminuer la sainte terreur qu'inspirait la bonne et surtout prompt justice rendue par nos cours martiales.

Vous avez dû voir, dans les journaux, que Maximilien a décrété la formation de deux commissions :

l'une s'occupant des finances et l'autre de l'organisation de l'armée. Il est évident que ces deux commissions aboutiront à bien peu de chose. Il faut pourtant bien commencer.

Quoique je croie toujours à l'avenir du Mexique, je suis obligé de reconnaître que la pacification de ce malheureux pays est encore bien éloignée, surtout étant si peu nombreux que nous le sommes.

Notre besogne ici ressemble terriblement à la tapisserie de Pénélope. Ce que nous faisons aujourd'hui est détruit le lendemain, parce que nous ne sommes plus là pour soutenir notre œuvre, et que l'armée mexicaine ne peut même pas conserver les points que nous avons conquis, et que nous lui donnons à garder.

En présence de ce qui se passe, je ne comprends pas qu'on renvoie des troupes, et surtout les hommes qui sont libérables au 1<sup>er</sup> janvier.

Le départ de ces hommes va faire de très grands vides dans nos rangs, à tel point que, pour la nouvelle campagne, si on ne nous envoie pas du monde, nous ne pourrons, après avoir laissé une garnison à Guadalajara, nous mettre en marche avec plus de huit cents hommes d'infanterie.

Il faut évidemment, pour prendre une pareille mesure, que l'on attende d'Europe la légion belge, la légion autrichienne, et des hommes pour la légion française.

Il n'est plus question du retour des généraux ni des états-majors, et il n'est même pas à espérer qu'il en soit question pour le printemps.

H. L.

LII

Guadalajara, le 4 août 1864.

On nous avertit qu'il part à l'instant un courrier à cheval envoyé par le commerce, et j'en profite pour vous envoyer ces quelques mots, afin que vous sachiez qu'à la date du 4 août je suis toujours en très bonne santé.

En ce moment on dit que le général Bazaine est nommé maréchal, et qu'il rentre en France à la fin de l'année pour être ministre de la guerre. Qu'y a-t-il de fondé dans ces bruits? Nous l'ignorons.

Tout le monde expédient dans le Oajaca, le Nuevo Leon; il n'y a que nous qui ne faisons rien. Je pense que cet arrêt ne durera pas, et que nous allons faire l'expédition de Colima, malgré les pluies : ce sera l'affaire d'un mois. Et ensuite où irons-nous? Probablement nous nous embarquerons à San Blas, pour aller en Sonora et dans la basse Californie.

On paraît être en ce moment saisi à Mexico d'une rage de tout faire à la fois : je ne sais si c'est un bon moyen, car nous sommes peu nombreux et les troupes mexicaines que nous laissons derrière nous ne peuvent même pas conserver ce que nous leur avons conquis.

D'un autre côté, Maximilien va bien vite dans le sens mexicain.

Il a nommé des commissions pour étudier les diverses branches d'administration de son gouvernement. Ces commissions feront de bons règlements : il n'y aura pour cela qu'à copier les nôtres. Mais où trouver des hommes éclairés et probes pour les appliquer ?

Il vient d'enlever aux généraux français la surveillance administrative de l'armée mexicaine. Sous notre autorité, cette armée marchait bien peu, bien peu, maintenant elle ne marchera plus du tout. Il est évident que peu à peu on va également enlever aux Français la surveillance des caisses publiques, et alors quelle dilapidation !

Je n'ai que le temps de vous embrasser, le vague-mestre attend. Puissiez-vous me lire.

H. L.

LIII

Guadalajara, le 12 août 1864.

Le mauvais état des routes continuant, nous sommes toujours obligés de nous y prendre à l'avance pour que nos lettres n'arrivent pas en retard à Mexico, et vous éviter ainsi les inquiétudes que vous avez déjà éprouvées.

Je vous envoie la lettre que m'écrit le chef d'état-major général actuel. Il n'a certes aucune raison

pour me faire toutes les belles promesses qu'il m'adresse; je le crois par conséquent disposé à faire tout ce qu'il pourra, si toutefois personne ne vient se mettre en travers. Ma confiance ne va pas au delà.

Vous voyez que dans cette lettre le colonel me parle beaucoup de mon ami Bibesco au sujet de la croix d'officier de la Légion d'honneur. Il ne demande que sa présence à la moindre affaire où il serait tiré un coup de fusil pour soutenir ses prétentions.

Ce pauvre Bibesco vient de manquer à cet égard la plus belle occasion du monde. Après avoir été me relever aux avant-postes, et y avoir passé un mois, il s'y est ennuyé, parce qu'il n'a pas les mêmes raisons que moi pour aimer la campagne et la solitude.

Il a donc demandé à rentrer à Guadalajara, convaincu qu'il n'y avait rien à faire.

Le surlendemain de son départ les libéraux ont voulu se donner le genre d'enlever une de nos compagnies qui se trouvait retranchée dans une ferme. Pour venir attaquer cent hommes, ils ont mis trois mille hommes sur pied avec une batterie d'artillerie.

Nos avant-postes, prévenus de ce mouvement, ne leur ont pas donné la peine de faire le chemin. Ils se sont portés en avant, et ont trouvé l'ennemi occupant une position très forte. Nous n'avions là que quatre pièces d'artillerie, cent hommes d'infanterie et soixante cavaliers. Cela a suffi pour mettre ces trois mille libéraux dans une complète déroute. Nous leur avons tué ou blessé plus de deux cents hommes; de notre côté nous n'avons eu qu'un seul

blessé, un sous-lieutenant de cavalerie qui a eu la poitrine traversée par une balle. Le pauvre garçon a été décoré il y a peu de jours, et il est fort à craindre qu'il ne jouisse pas longtemps du plaisir de porter sa croix.

Vous comprenez tous les regrets de Bibesco d'avoir manqué cette belle affaire, car par le fait de sa position, on n'attend qu'une occasion pour lui donner la croix d'officier, que du reste il a gagnée mieux que beaucoup d'autres, car c'est un des meilleurs officiers que je connaisse. Ce contre-temps m'a été aussi sensible qu'à lui, tant je l'aime pour son bon cœur et toutes ses qualités.

Vous avez remarqué dans la lettre du colonel une allusion à la Sonora et à la Nouvelle-Californie. Il y a déjà longtemps que je regarde cette expédition comme certaine pour nous.

En France, en haut lieu, on veut légitimer la guerre du Mexique par une acquisition. Je suis bien loin de blâmer ce désir de la France, puissance maritime, d'avoir sur le Pacifique des possessions, d'autant plus que tout le monde s'accorde à dire que la Sonora est un des plus beaux pays du monde.

Mais je crains fort que le moment ne soit pas opportun, et que cette conquête ne nous engage encore plus que nous ne le sommes dans cette malheureuse guerre.

A l'heure actuelle nos affaires prennent une mauvaise tournure.

Le bruit qui court depuis quelque temps déjà que Maximilien bat froid au général en chef s'accrédite de plus en plus, et malheureusement certains

petits indices, qui par eux-mêmes n'ont pas d'importance, confirment ce bruit.

Des questions d'argent seraient la cause de ce froid.

Maximilien, d'après la convention, veut que l'armée française subvienne à toutes ses dépenses personnelles, et de plus aux dépenses qui sont faites pour le service du Mexique, telles que frais de courriers, d'espions, mise en défense de nos postes, etc., etc.

Que l'armée française se suffise à elle-même pour sa solde, sa nourriture, ses vêtements, son armement et ses munitions, rien de mieux; mais vouloir lui faire payer les travaux qu'elle exécute pour la défense ou la soumission du Mexique, je trouve cela par trop exigeant.

Il est à présumer que si Maximilien veut faire des économies, d'un autre côté le général Bazaine a dû recevoir l'invitation de ne pas faire de dépenses folles.

Si Maximilien ne s'entend pas avec le général Bazaine, je ne sais pas avec qui il pourra s'entendre.

Du reste tout prouve ou qu'il est circonvenu par le parti clérical, ou qu'il veut se débarrasser de nous. Plusieurs de ses actes sont très blessants. Il vient de retirer aux généraux français la surveillance administrative de l'armée indigène; il va en être de même des caisses publiques; c'est alors que le gaspillage s'exercera sur une vaste échelle.

D'autre part, tous les employés que nous avons nommés, après les avoir choisis avec le plus grand

soin parmi les hommes présentant le plus de garanties de probité, d'intelligence, et qui étaient pris dans le parti libéral modéré, sont tous renvoyés comme des valets sans même que l'autorité française en soit informée. On les remplace par des réactionnaires enragés.

Aussi les prêtres et les cléricaux relèvent la tête, commettent des actes du plus audacieux arbitraire, et ne se donnent plus la peine de cacher leur désir de secouer notre joug, et l'espoir d'y arriver sous peu.

Maximilien est très probablement animé des meilleures intentions.

Il croit pouvoir, en prenant son peuple par l'amour-propre, se suffire à lui-même, et se passer de nous.

Le pauvre homme, quelle désillusion il se prépare !

S'il connaissait son peuple comme nous le connaissons, il saurait que le seul moyen à employer avec tous ces hommes corrompus, ignorants, lâches, immoraux à tous les points de vue, est la force; qu'il faut toujours les tenir sous le bâton pour en faire quelque chose.

Si notre sort n'était pas lié au sien, il nous serait indifférent de le voir marcher dans cette voie; mais malheureusement quand de gaieté de cœur il aura gâté ses affaires, il nous faudra tout recommencer.

En attendant, les employés de toutes les administrations qu'on avait envoyés ici sont dans l'enchantement à la perspective de partir.

Depuis qu'ils sont ici, ils n'ont fait que battre le pavé de Mexico, sans avoir la moindre occupation.

On croyait que Maximilien, à son arrivée, allait

donner à ces employés, non des places du gouvernement, mais un grand pouvoir de contrôle, afin de moraliser, par la crainte de perdre leur emploi, les fonctionnaires de l'Etat.

Il n'en a rien été, et le seul bénéfice qu'ait jusqu'à ce jour retiré la France de l'envoi de ce personnel, est de lui avoir payé le passage sur les transports et une indemnité d'entrée en campagne.

En résumé, j'avais toujours cru qu'il était possible, quoique difficile, d'organiser le Mexique; maintenant j'avoue que je perds toute mon assurance, si les indices qui se produisent sont l'annonce certaine de la voie nouvelle dans laquelle voudrait marcher Maximilien.

Pour ce qui m'est personnel, j'ai hâte de quitter Guadalajara, et de retourner en expédition pour donner un autre cours à mes pensées qui sont toujours bien tristes.

Je pense que pour aller en Sonora, on voudra éviter aux troupes une marche de quatre cents lieues en terre chaude, et qu'on nous fera embarquer à San Blas, pour nous débarquer à Mazatlan, nous emparer de ce port important, y laisser une garnison, et nous rembarquer ensuite pour Guaymas.

Si c'est ainsi que l'expédition est réglée, nous pouvons être dans le courant de novembre en pleine Sonora.

Alors, vers le mois de janvier, je demanderai un congé, et j'espère pouvoir m'embarquer au 15 mars ou au 15 avril.

Je profite de l'occasion d'un de mes amis qui rentre en France avec un congé de convalescence



pour vous envoyer des poteries et des statuettes en terre de Guadalajara.

Tous ces objets n'ont absolument rien de curieux, si ce n'est qu'ils sont faits par des Indiens. La poterie, qui est très poreuse, a la propriété de tenir toujours l'eau très fraîche.

A son débarquement, mon ami mettra la caisse au chemin de fer à votre adresse. Il y a quatre-vingt-dix-neuf à parier sur cent que tout vous arrivera cassé; peut-être aurez-vous la chance de sauver quelque petit objet du naufrage. Je mets aussi dans cette caisse ma collection de minerais d'argent; vous pourrez faire un cadeau à votre ami C...

J'oubliais la nouvelle la plus importante, qui est l'arrivée de Maximilien et de l'impératrice à Guadalajara.

Ils sont partis le 2 de Mexico, et nous les attendons le 25, s'ils peuvent se dépêtrer des boues des chemins.

Le général Bazaine ne les accompagne pas, ce qui prouve bien que le froid que l'on dit exister entre eux est réel.

On croit toujours que le général Bazaine va être nommé maréchal, et qu'il rentrera en France à la fin de l'année.

Si c'est le général Douay qui le remplace, il ne sera pas long à se brouiller avec Maximilien.

Adieu, mes chers parents, portez-vous bien, prenez patience, et ne vous tourmentez pas à mon sujet. Je vous embrasse.

Tout à vous.

H. L.

LIV

Guadalajara, le 26 août 1864.

Je ne puis mieux vous rendre compte de mes impressions sur la situation actuelle du Mexique qu'en vous donnant un extrait de la longue lettre que j'écris à M<sup>me</sup> Cornu.

« MADAME,

» Les affaires du Mexique ne se débrouillent pas aussi vite qu'on aurait pu le désirer, et même qu'on était en droit de l'espérer. On supposait qu'à l'arrivée de Maximilien il y aurait une foule d'adhésions, et qu'avec l'union des citoyens on aurait un point d'appui fort et solide pour détruire le banditisme, qu'on regardait comme l'obstacle le plus difficile qu'eût à surmonter le gouvernement.

» Ces adhésions, hélas! ont été très rares et surtout bien insignifiantes. La plus marquante est celle d'Uraga, le général en chef de l'armée du Sud.

» Il devait faire sa soumission avec toute son armée; mais comme il a trainé les pourparlers en longueur,